

Convention collective départementale

IDCC : 1274. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(CORRÈZE)**

(30 septembre 1983)

(Etendue par arrêté du 27 août 1984,
Journal officiel du 5 septembre 1984)

**AVENANT N° 68 DU 21 DÉCEMBRE 2009
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2010**

NOR : *ASET1050315M*

IDCC : 1274

Entre :

L'UIMM de Corrèze,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Rémunérations annuelles garanties
applicables à compter du 1^{er} janvier 2010

Conformément aux dispositions de l'article 14 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective, les partenaires sociaux conviennent de l'application du barème ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2010.

Les rémunérations annuelles garanties étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif du salarié et supporter, le cas échéant, les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les valeurs prévues par le barème ci-dessous seront applicables *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année d'une entrée en fonction, d'un changement de classement ou de catégorie, d'une suspension du contrat de travail, d'un départ de l'entreprise.

Rémunérations annuelles garanties

Barème établi pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION ANNUELLE GARANTIE
I	1	140	16 126
	2	145	16 133
	3	155	16 141
II	1	170	16 281
	2	180	16 296
	3	190	16 318
III	1	215	16 499
	2	225	16 633
	3	240	16 936
IV	1	255	17 490
	2	270	18 097
	3	285	18 982
V	1	305	20 655
	2	335	22 592
	3	365	24 551
	4	395	26 737

Ces rémunérations annuelles garanties s'entendent prime conventionnelle de vacances et prime conventionnelle de fin d'année exclues.

La rémunération minimale hiérarchique (art. 14 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective) sert de base pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Les barèmes de rémunérations minimales hiérarchiques sont obtenus en multipliant les coefficients hiérarchiques par la valeur du point.

La valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 4,82 € à compter du 1^{er} janvier 2010.

Rémunérations minimales hiérarchiques

Barème établi pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIFS techniciens	OUVRIERS 5 %	AM D'ATELIER 7 %
I	1	140	674,80	O1 708,54	
	2	145	698,90	O2 733,85	
	3	155	747,10	O3 784,46	

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIFS techniciens	OUVRIERS 5 %	AM D'ATELIER 7 %
II	1	170	819,40	P1 860,37	
	2	180	867,60		
	3	190	915,80	P2 961,59	
III	1	215	1 036,30	P3 1 088,12	AM1 1 108,84
	2	225	1 084,50		
	3	240	1 156,80	TA1 1 214,64	AM2 1 237,78
IV	1	255	1 229,10	TA2 1 290,55	AM3 1 315,14
	2	270	1 301,40	TA3 1 366,47	
	3	285	1 373,70	TA4 1 442,39	AM4 1 469,86
V	1	305	1 470,10		AM5 1 573,01
	2	335	1 614,70		AM6 1 727,73
	3	365	1 759,30		AM7 1 882,45
	4	395	1 903,90		2 037,17

Formalités de dépôt

Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent avenant est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives, et sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail. Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent avenant.

Fait à Brive, le 21 décembre 2009.

(Suivent les signatures.)